

**22 présents, 1 élue excusée [Michèle Rousseau (procuration à Bénédicte Daras Ripia)]**

*Claudie Guénolé est élue secrétaire de séance à l'unanimité.*

*Le Maire fait part à l'assemblée de la disparition d'un agent des services techniques de la commune depuis le 1<sup>er</sup> septembre et affirme tout son soutien à sa famille.*

#### **0. Compte-rendu du Conseil municipal du 22 juin 2015**

Le Maire fait la lecture du compte-rendu sommaire qui a été transmis aux conseillers avec la convocation, puis soumet au vote. Le compte-rendu sommaire est adopté (20 pour, 3 abstentions).

#### **1. Rapports sur les prix et qualité de l'assainissement collectif et non collectif**

Annie Marzin, adjointe à l'urbanisme et à l'environnement, présente le rapport 2014 du service public de l'assainissement collectif et non collectif, dont les services sont gérés par la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden.

Le conseil municipal prend acte du rapport tel que présenté (20 pour, 3 abstentions).

#### **2. Rapports sur les prix et qualité du service public d'élimination des déchets**

Le Maire présente le rapport 2014 du service public d'élimination des déchets, dont le service est géré par la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden. Il est à noter une progression des tonnages pour la collecte des « poubelles grises ».

Le conseil municipal prend acte du rapport tel que présenté (20 pour, 2 abstentions, 1 contre).

#### **3. Rapports sur les prix et la qualité des services de l'eau potable**

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint, présente le rapport 2014 du service public de l'eau potable, dont les services sont gérés par la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden. Il précise que le rapport intègre les 4 anciennes structures (Commune de Plonéour-Lanvern, syndicat de Kergamet, syndicat du Pen ar Goayen et le syndicat de Saint-Ronan) et présente la synthèse de chacune d'elles.

Le conseil municipal prend acte du rapport tel que présenté (19 pour, 3 abstentions).

#### **4. Agenda d'Accessibilité Programmé (Ad'Ap)**

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint, explique que dans le cadre de l'obligation de mise en accessibilité des établissements recevant du public (ERP) qui découle de la loi du 11 février 2005 et de ses textes d'application, les communes, qui sont responsables de la mise en accessibilité de leurs établissements recevant du public (ERP - mairie, salle polyvalente, école, église...) doivent rédiger un Agenda d'Accessibilité Programmé (Ad'Ap). L'Ad'AP est un engagement de procéder aux travaux de mise en accessibilité d'un ou plusieurs ERP dans le respect de la réglementation, dans un délai fixé, avec une programmation des travaux et des financements précis.

Le document est présenté à l'assemblée délibérante et intègre les travaux qu'il convient de réaliser pour se rendre conforme à la réglementation.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour, 2 abstentions) approuve l'agenda tel que présenté, autorise le Maire à transmettre l'Ad'AP aux services de l'Etat et prévoit la dépense au budget.

#### **5. Conventions ERDF**

Jean-Bernard YANNIC, premier adjoint, présente les deux propositions de convention pour ErDF. La première concerne l'installation d'une ligne électrique souterraine sur une parcelle de propriété communale à La Trinité, cadastrée ZI 164. La canalisation s'étend sur 52 mètres. La seconde concerne une servitude pour l'installation de conducteurs aériens d'électricité au-dessus d'une parcelle appartenant à la commune à Kergonna, cadastrée ZW 64, sur une longueur d'environ 10 mètres.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (23 pour) approuve les projets de convention et autorise le Maire à les signer ainsi que les documents s'y rapportant.

## **6. Convention Action de formation – portage de repas**

Gaby Peton, adjointe à l'action sociale et aux affaires scolaires explique que la Communauté de Communes du Pays Bigouden Sud (CCPBS) a organisé une formation à l'attention des agents de portage de repas à domicile pour les quatre structures suivantes : La CCPBS, le CCAS de Plonéour-Lanvern, le CIAS du Cap Sizun et le CCAS de Plozévet.

Pour ce faire, la CCPBS a perçu la subvention de la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) et du Conseil Départemental et a géré les dépenses inhérentes. Le solde de la subvention est à répartir au prorata des présences des agents pour permettre d'indemniser partiellement les collectivités pour les frais de déplacement et les salaires. Concernant Plozévet, le montant s'élève à 1 052,38€.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (22 pour, 1 abstention) approuve la convention telle que présentée et autorise le Maire à la signer.

## **7. Occupation du domaine public maritime – transfert de gestion**

Annie Marzin, adjointe à l'environnement et à l'urbanisme, rappelle que par arrêtés préfectoraux du 5 octobre 1988 et du 13 décembre 1990, la commune de Plozévet a bénéficié d'une concession d'endiguage en enrochements sur 130 mètres de longueur. La Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) souhaite que les titres d'occupation du domaine public maritime d'une durée de 30 ans soient transformés en un transfert de gestion au profit de la commune, à titre gratuit et sans limitation de durée.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (23 pour) approuve le transfert et autorise le Maire à signer les documents s'y référant.

## **8. Bail commercial**

Le Maire rappelle que la commune est propriétaire du bâtiment de La Poste, qui est mis en location par un bail. Ce dernier arrive à expiration au 31 décembre 2015 et il est proposé à l'assemblée délibérante de reconduire le bail pour une durée de neuf années et un montant de loyer annuel de 8 499,23 €, indexé en fonction de la variation de l'indice trimestriel du coût de la construction (ICC).

Le Maire expose également la proposition de La Poste de diminuer les plages horaires des ouvertures de l'accueil au public, notamment un samedi sur trois et chaque lundi. L'assemblée se montre très défavorable aux fermetures proposées et exige le maintien des heures d'ouverture pour assurer un service public à la population.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (23 pour) autorise le Maire à signer le bail commercial, tel qu'il a été présenté, et autorise également le Maire à saisir les autorités de présence postale ainsi que les responsables de La Poste pour exiger le maintien des ouvertures au public.

## **9. Acquisition – Cession de terrain, famille Bouzon, famille Bernard et autres propriétaires**

Annie Marzin, adjointe à l'environnement et à l'urbanisme, expose le dossier de M. et Mme Bouzon. Il s'agit d'une régularisation puisque, lors de l'acquisition du terrain en 2004, il était prévu une cession gratuite qui n'a pas été concrétisée.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (23 pour) approuve la cession de terrain telle que présentée.

Dans le second dossier, le Maire explique qu'il s'agit pour la commune d'acquérir des terres classées non constructibles à proximité de l'ancienne station d'épuration, de façon à, d'une part, permettre un déplacement de canalisations et, d'autre part, d'aménager le chemin qui aujourd'hui passe sur des propriétés privées.

Le bureau municipal est favorable à faire l'acquisition des parcelles nues concernées au prix maximum de 1€ le m<sup>2</sup> ou en cession gratuite. Cependant, pour la famille Bernard, il s'agit des parcelles ZE377 et F886 qui, du fait qu'elles soient boisées, sont proposées pour un montant global de 2 000 €.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (23 pour) autorise le Maire à faire l'acquisition des parcelles telles que présentées et prévoit la dépense au budget.

## 10. Projet d'études

Rémy Strullu, adjoint à la vie associative et sportive, expose le projet porté par l'association Avel ar C'hoat, dont l'objet est de valoriser la musique et les instruments traditionnels bretons. Leur projet est de mettre en place un musée qui puisse valoriser ce patrimoine. Ce projet trouverait idéalement sa place dans la ferme de Kerfily. Cependant, avant de s'engager dans un dossier d'une telle envergure, il paraît opportun de réaliser d'une part une étude de faisabilité et d'autre part d'en définir le projet scientifique et culturel. Cette étude visera à délimiter et à définir les contours culturels et scientifiques du projet mais également à évaluer les travaux d'aménagements nécessaires ainsi que leurs coûts approximatifs, les scénarii possibles de fonctionnement, les partenariats à envisager, la nature de la coopération entre les deux parties et la méthodologie de mise en œuvre pour que la commune et l'association puissent éventuellement s'engager sur un projet réaliste. Le montant de l'étude qui est subventionnable s'élèverait au maximum à 10 000€.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour, 3 abstentions) approuve le projet tel que proposé, autorise le Maire à prendre toute disposition nécessaire au bon déroulé du projet et prévoit la dépense au budget, ainsi que les demandes de subventions.

## 11. Tableau des emplois

Gaby Peton, adjointe à l'action sociale et aux affaires scolaires, présente la modification proposée qui concerne trois postes d'ATSEM/Animation, dont un vacant, pour lesquels les temps de travail ont été calibrés à 70 %. Cependant, avec la mise en place de la réforme des rythmes scolaires et la reprise en régie de l'ALSH, les agents sont régulièrement en dépassements horaires. Il s'agit donc d'une régularisation des temps de travail, à 80 % qui sera effective à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (23 pour) approuve la modification du tableau des emplois tel que présenté et prévoit la dépense budgétaire.

## 12. Subventions

Rémy Strullu, adjoint à la vie associative et sportive présente deux dossiers.

Le premier relève d'une erreur technique : le montant de la subvention prévue pour le club de la galoche lors du conseil municipal du 12 mai n'a pas été pris en compte dans la délibération. Il convient donc d'affecter un montant de 250+50€ à l'association de la galoche plozévetienne.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (22 pour) approuve les propositions et autorise le Maire à procéder au versement des subventions et prévoit la dépense budgétaire.

Le second concerne une demande de l'association Ploz'n'darts qui sollicite à titre exceptionnel l'octroi d'une subvention pour aider l'équipe à participer à une compétition internationale qui a lieu à Faro (Portugal) du 6 au 11 octobre. Pour être qualifiée, il lui a fallu être sélectionnée au niveau régional (équipe classée 3<sup>ème</sup>) et au niveau national (championne de France en juin 2015 à La Rochelle). Cette équipe représentera donc la France dans ce championnat. Le bureau municipal propose l'octroi d'une subvention d'un montant de 250 €.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (23 pour) est favorable à participer au financement, autorise le Maire à procéder au versement et prévoit la dépense budgétaire.

## 13. Station verte

Le Maire rappelle que la commune adhère à la charte « Station Verte » depuis une décision du conseil municipal du 18 mars 2011. Le montant annuel de la cotisation se monte à 1 379 € pour 2015. Après en avoir fait le bilan, il se trouve que la plus-value apportée n'est pas à la hauteur eu égard au montant de la cotisation. Il est donc proposé à l'assemblée de ne pas renouveler l'adhésion auprès de Fédération Française des Stations Vertes.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité (23 pour) renonce à l'adhésion à la fédération des Stations Vertes.

#### **14. Remboursement de frais ;**

Le Maire explique que pour des questions de sécurité, les services périscolaires se sont dotés de gilets de visibilité. Ce produit pour enfant n'est pas commercialisé sur les sites de nos fournisseurs habituels. Annie Marzin a eu l'opportunité de se rendre au magasin IKEA et a fait l'avance des frais pour l'acquisition de 40 gilets pour un total de 80,10 €.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (22 pour, 1 abstention) approuve le remboursement des frais occasionnés et prévoit la dépense budgétaire.

#### **15. Questions diverses**

*Le Maire fait le point sur les ateliers de concertation avec la population dans la cadre de l'aménagement du bourg.*

*Brigitte Brémaud, conseillère municipale, demande la position de Plozévet en ce qui concerne les réfugiés. Le Maire informe que quatre particuliers se sont spontanément présentés en mairie pour se porter volontaire à l'accueil de réfugiés. La Préfecture nous a alertés sur l'implication de l'engagement de l'accueil notamment quant à la durée. La Commune est favorable pour mettre le dispositif social communal à disposition des familles qui accueillent des réfugiés. Il fait part du courrier que le conseil paroissial a transmis à la commune qui se déclare solidaire de toute démarche d'accueil de réfugiés. Il explique enfin que la discussion sera abordée également lors du prochain bureau communautaire du Haut Pays Bigouden.*

*Jean-Marc Jaouen, conseiller municipal souhaite connaître l'évolution du dossier qui concerne le sentier côtier. Annie Marzin, adjointe à l'environnement et à l'urbanisme explique que le dossier n'est pas encore finalisé par les services de la Préfecture, le retard émanant notamment de l'obligation de réaliser une nouvelle étude du fait de l'évolution du trait de côte.*

*Les diverses informations et dates sont portées à la connaissance de l'assemblée et la séance est levée à 20h45.*